

Les néoclassiques

Libéraux, néo-libéraux, « ultra-libéraux »...

Le courant néoclassique, appelé aussi libéral voire, souvent péjorativement, néolibéral, constitue depuis deux siècles un des éléments structurant du débat économique. Ces différentes dénominations ont été attribuées le plus souvent par des adversaires et sont rarement reconnues par les principaux intéressés, elles ne sont pas exemptes de caricatures et d'idées reçues. Les deux vagues de théories, à la fin du XIXème siècle et après la Seconde Guerre Mondiale, recouvrent une grande variété de recherches.

Ces économistes se rassemblent néanmoins autour de quelques points essentiels : une grande méfiance vis-à-vis de l'intervention de l'Etat, le principe de la rationalité des individus et de leurs actions ainsi que la volonté de maximiser la liberté du marché. Ces principes les distinguent de façon très nette de leurs adversaires keynésiens ou marxistes. Depuis le milieu du XIXème siècle, plusieurs courants néoclassiques se sont succédés en conservant une certaine cohérence théorique, leur audience a été variable jusqu'à atteindre son apogée dans les années 1970 et 1980. Ils ont exercé une réelle influence sur les politiques économiques de plusieurs grandes puissances. Il paraît donc essentiel de mieux comprendre les mécanismes de cette pensée et d'évaluer ses applications.

I. Un renouvellement de la pensée classique

I.1. Des héritages anciens

L'idée selon laquelle l'intérêt individuel n'entre pas en conflit avec l'intérêt collectif est ancienne. Au début du XVIIIème siècle, l'ouvrage de Bernard Mandeville, *La fable des abeilles*, affirme que les vices privés contribuent au bien public alors que les actions altruistes lui nuisent : il suppose donc que le vice est la condition de la prospérité. A la fin du XVIIIème siècle, la théorie de Jeremy Bentham de l'utilitarisme affirme que la poursuite des intérêts individuels contribue au bien collectif. Ce principe a inspiré les premiers classiques, notamment Adam Smith qui a montré combien les intérêts individuels étaient essentiels pour parvenir à la satisfaction de tous. La liberté laissée à chacun de poursuivre ses buts est donc le meilleur garant de la satisfaction de l'ensemble de la société.

La théorie classique qui se développe à partir d'Adam Smith et la parution de son ouvrage, *De la richesse des nations*, en 1776, domine le début du XIXème siècle avec nombre d'économistes britanniques comme David Ricardo, Thomas Robert Malthus, John Stuart Mill et le français Jean-Baptiste Say. Pour les classiques la **concurrence et le libre jeu des prix flexibles sur le marché permettent la meilleure satisfaction de tous les agents**. Le marché s'autorégule, c'est-à-dire qu'il revient seul et systématiquement dans une position d'équilibre. Il faut donc se garder de perturber cette mécanique par une intervention intempestive de l'Etat. Smith formule ainsi la notion d'Etat gendarme : l'Etat doit se concentrer sur ses fonctions régaliennes et protéger la propriété privée et la concurrence.

Les classiques plaident donc pour une économie autonome, caractérisée par un fort degré de liberté (Ricardo par exemple agit en faveur du libre échange).

I.2. Un premier renouvellement à la fin du XIXème siècle

Trois écoles naissent dans la seconde moitié du XIXème et posent les bases de la théorie néoclassique, en ce sens qu'elles renouvellent et prolongent l'héritage des classiques. **Carl Menger** est le représentant le plus connu de l'école de Vienne, **William Jevons**, celui de l'école de Cambridge et **Léon Walras** celui de l'école de Lausanne. Ces trois écoles se développent à la même époque et à partir de postulats très proches. Elles ont en commun leur volonté de construire une véritable science économique au même titre que la biologie et la physique. Pour cela elles étudient les comportements rationnels et introduisent largement les mathématiques, et notamment les dérivées, dans leurs approches. Cette nouvelle science doit également se détacher de la morale. Ainsi quand Vilfredo Pareto formule sa théorie de l'optimum, il le définit comme la situation la plus efficace du marché et non la plus équitable.

Ces théoriciens vont modéliser le but à atteindre dans l'économie réelle : la **concurrence pure et parfaite**. Fondée sur cinq hypothèses fondamentales (grand nombre d'offres et de demandeurs, transparence de l'information, homogénéité des produits, libre entrée sur le marché et libre circulation des facteurs de production), la concurrence pure et parfaite garantit la plus grande satisfaction de tous les agents et un équilibre entre l'offre et la demande grâce à la flexibilité des prix. Tous s'accordent donc sur les vertus supérieures de la concurrence.

Enfin les premiers néoclassiques rompent avec les anciens sur le point de la définition de la valeur. Ils développent la notion d'**utilité** : celle-ci repose sur la satisfaction que l'agent retire de la consommation d'un bien. L'utilité marginale, quant à elle, évoque la variation de la satisfaction apportée par la consommation d'une unité supplémentaire du bien, ainsi boire un premier verre d'eau me satisfait davantage qu'en boire un deuxième : ils n'ont pas la même utilité marginale. La valeur d'un bien ne dépend plus donc de son contenu (en travail par exemple, comme chez les classiques) mais du jugement subjectif de celui qui le consomme. L'ensemble de ces notions et modélisations est encore aujourd'hui au fondement de la microéconomie.

I.3. Des voies différentes depuis la Seconde guerre mondiale.

On peut distinguer plusieurs courants : celui de l'**école de Chicago** dit aussi « monétariste » qui apparaît avec Friedman après le conflit, celui d'**Hayek**, contemporain du premier et dont l'ambition dépasse l'économie et ceux, plus récents, de l'**école de l'offre** et du **Public Choice** dans les années 1980 aux Etats-Unis.

L'école de Chicago emmenée par Friedman (prix Nobel 1976), puis Robert Lucas centre son analyse sur la monnaie et la réfutation du principe de la relance keynésienne. Ils insistent sur le caractère inflationniste et inefficace de ces politiques.

Friedrich Hayek, dans son ouvrage *La route de la servitude* paru en 1944, s'attache à démontrer que l'intervention massive de l'Etat dans l'économie débouche sur la